



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRÉFÈTE DE L'ALLIER**

**Direction  
départementale des  
territoires de l'Allier**

**Monsieur le Président de  
MONTLUCON COMMUNAUTE  
Cité administrative  
1 rue des Conches  
03106 MONTLUCON Cedex**

**Service police de l'eau  
de l'Allier**

Dossier suivi par :  
ddt/se

Mèl : ddt-se@allier.gouv.fr

Tél: 04 70 48 77 19

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **création de 2 points de prélèvement sur les eaux profondes pour l'arrosage du golf de Sainte-Agathe - communes de Nérès-les-Bains et Lavault-sainte-Anne**  
**Notification de décision.**

Réf. : **03-2022-00218**

YZEURE, le 07 juillet 2022

Monsieur,

Le bureau d'étude INTERFACE ENVIRONNEMENT m'a transmis le 28 juin dernier, par voie électronique, votre demande de création de 2 points de prélèvement d'eau destiné à l'arrosage du golf de Sainte-Agathe.

Les caractéristiques de votre demande sont les suivantes :

Localisation du FORAGE :	Caractéristiques Principales :	Usage :
<u>Forage F1</u> Commune de Nérès-les-Bains parcelle BY n°35 et <u>Forage F2</u> commune de Lavault- sainte-Anne parcelle AH n°10	Masse d'eau sollicitée : FRGG053 Bassin versant du Cher Débit horaire maximal : <i>F1+F2 pour un débit total d'exploitation compris entre 10 et 20 m3/h</i> Volume maximal annuel : <i>40.000 m<sup>3</sup></i> <b>Prélèvement en Eaux Profondes – EP</b> <b>BASSIN VERSANT : CHER</b>	Arrosage des parcours de golf pour une surface de 10,8 ha

## **Le projet dans son contexte environnemental**

Le projet consiste en la réalisation de 2 forages en eaux profondes dans la nappe « Bassin versant du Cher », masse d'eau référencée FRGG051.

Ces forages sont prévus d'être réalisés jusqu'à une profondeur comprise entre 100 et 200m (page 10 de l'étude).

Les 90 premiers mètres seront aveuglés par cimentation. Cette profondeur de cimentation sera de nature à individualiser les différents aquifères rencontrés.

Le forage F1 sera situé aux abords directs (25 à 30 mètres) du ruisseau du Polier. Le piézomètre de suivi sera intercalé entre l'ouvrage et le ruisseau comme défini en page 13 de l'étude.

Le forage F2 sera également situé aux abords directs (35 à 40 mètres) du ruisseau du Polier. Le piézomètre de suivi sera intercalé entre l'ouvrage et le ruisseau comme défini en page 13 de l'étude.

## **Évaluation des incidences sur la nappe sollicitée et l'hydrologie de surface**

Le projet se situe en zone de répartition des eaux, le bassin versant du Cher amont, en déficit quantitatif avéré. Le projet ne pourra s'adresser qu'à une ressource profonde strictement déconnectée du réseau hydrographique (ressources superficielles).

- La compatibilité entre les prélèvements effectués via ce forage et la capacité de renouvellement de la nappe devra être établie par un suivi du niveau de ladite nappe au fil des campagnes de prélèvement successives. A cet effet, un suivi des niveaux d'eau sera réalisé, conformément à l'article L.212-1 du code de l'environnement, dans l'ouvrage avant la 1ère campagne d'arrosage du golf permettant de réaliser un état initial de la ressource non encore impactée.

Ces mesures seront ensuite réalisées chaque année, mensuellement pendant la période de prélèvement.

Ces indications, qui permettront de vérifier la capacité de renouvellement de la nappe, seront transmises chaque année par voie électronique au service Police de l'Eau de l'Allier ([ddt-se@allier.gouv.fr](mailto:ddt-se@allier.gouv.fr)).

- L'absence d'incidence directe sur le milieu superficiel devra également être vérifiée.

Un suivi du niveau piézométrique de la nappe superficielle sera réalisé via des piézomètres « courts ». Ces niveaux piézométriques seront relevés durant toute la période de pompage et transmis à la DDT pour information.

Ces piézomètres devront respecter les éléments du dossier de déclaration et se situeront à une distance comprise entre 5 et 10 mètres des forages.

Ces niveaux piézométriques seront suivis durant toute la durée des essais de pompage et automatiquement enregistrés. Le rapport de fin de travaux devra inclure un tableau des relevés des niveaux d'eau dans les piézomètres (pas de temps de 15 minutes).

L'ensemble de ces informations devront figurer dans le rapport de fin de travaux.

## **Prescriptions particulières liées au rapport de fin de travaux**

Le rapport de fin de travaux (obligation réglementaire visée à l'article 10 de l'Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux forages) devra :

- répertorier les horizons géologiques traversés et justifier la hauteur de cuvelage plein/cimentation réalisés sur les forages,

- faire la démonstration de l'absence d'incidence sur le milieu superficiel. L'article R.214-32 du code de

l'environnement précise notamment que tout dossier soumis à déclaration doit comprendre :

- "4° a) un document indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques;"

- "4° c) un document justifiant, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le Schéma Directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (décret n°2011-227)(...)"

Concernant ce dernier point, les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux correspondent pour les masses d'eau souterraines, à un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement de chacune d'entre elles (article L.212-1 du code de l'environnement).

L'autorisation ne pourra être délivrée aux ouvrages qu'à l'obtention de ce rapport, réalisé conformément aux prescriptions définies dans le présent avis.

Toute incidence sur le milieu superficiel entraînera la non-conformité de l'ouvrage et son abandon obligatoire.

### **Prescriptions d'ordre général :**

#### **1 – Cimentation.**

L'article 7 de l'arrêté de prescription du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux forages précise également qu' « Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage jusqu'au terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. » et « Un contrôle de la qualité de cimentation doit être effectué ».

Un contrôle de la cimentation par un prestataire spécialisé en diagnostics et diagraphies de forage sera fourni.

Le non-respect de cette mesure réglementaire entraînerait la non-conformité de l'ouvrage.

#### **2 - Conditions d'informations sur la réalisation des travaux.**

Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux forages « Au moins un mois avant le début des travaux, le déclarant communique au préfet par courrier(...)les dates de début et fin de chantier, le nom de la ou des entreprises retenues pour l'exécution des travaux de sondages (...) les modalités de rejet des eaux pompées, ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées par les travaux ».

En cas de non-respect de cette prescription d'information préalable du service police de l'eau, le pétitionnaire devra faire établir à sa charge par un prestataire spécialisé un rapport de diagnostic de l'ouvrage et de la cimentation, comprenant à minima une inspection caméra haute résolution et un contrôle par mesures soniques.

Ce rapport permettra au service police de l'eau de s'assurer de la qualité de réalisation du forage.

3 - Les essais de pompages (« essais de puits » dits aussi « essais par paliers » et « essais de nappe » dits aussi « essais à débit constant » ou « de longue durée ») doivent respecter des conditions techniques minimum (article 9 de l'arrêté susvisé).

Parmi ces règles, il est rappelé que les essais longue durée doivent porter sur une durée minimum de 12 heures et qu'il est fortement recommandé, pour des débits journaliers escomptés supérieurs à 20m<sup>3</sup>/jour, de faire les essais sur une durée de 24 heures minimum. Ces essais doivent être réalisés en période de basses eaux, à un débit inférieur au débit critique déterminé lors des essais par paliers. Il est impératif également que la durée de l'essai permette de disposer de niveaux d'eau stabilisés (à la descente comme à la remontée jusqu'au niveau initial), faute de quoi, l'interprétation des résultats pourrait être remise en cause.

Le respect des règles techniques de réalisation des forages et la bonne conduite des essais de pompage sont essentiels pour connaître le débit de la pompe qui équipera l'ouvrage et le régime d'exploitation dans le but de gérer au mieux la ressource en eau, de définir les conditions optimales d'utilisation du forage et de la pompe.

#### 4 - Déchets liés au chantier de forage.

Conformément à l'article 6 de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux forages, « En vue de prévenir les risques pour l'environnement et notamment celui de pollution des eaux souterraines ou superficielles, le déclarant prend toutes les précautions nécessaires lors de la réalisation des forages (...) notamment dans les zones humides ».

Aussi les eaux pompées seront « filtrées » de préférence sur un sol enherbé éloigné de toute ressource en eau (ruisseau, étang), la concentration du rejet en matières fines pouvant altérer notablement la qualité des milieux.

#### 5 - Rapport de fin de travaux.

Dès que les sondages de reconnaissance auront été réalisés et dans un délai de 2 mois maximum suivant la fin des travaux, vous voudrez bien me communiquer le rapport de fin de travaux (obligation fixée à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages et forages – copie ci-jointe), qui comprendra au minimum :

- La coupe géologique des formations reconnues lors de la foration avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées,
- Un rapport du contrôle de la cimentation tel qu'est décrit au 1<sup>er</sup> paragraphe,
- La coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements,
- Les résultats des pompages d'essai, leur interprétation,
- L'évaluation des incidences sur les ressources en eau (décrite au chapitre « étude d'incidence et protection des ressources en eau »), dans le rayon d'action estimé par le bureau d'étude et/ou faisant suite aux calculs théoriques de rabattement de la nappe.

#### 6 - Contrôle des prélèvements (en cas de succès des recherches d'eau).

En application de l'article L 214-8 du code de l'environnement, tout point de prélèvement d'eau par pompage doit être équipé d'un compteur volumétrique réputé infalsifiable et permettant de connaître le volume cumulé du prélèvement. Chaque forage (F1 et F2) devra donc disposer d'un compteur individuel. De même, en application de l'article R.214-58 du code de l'environnement, vous devez disposer d'un registre indiquant les volumes prélevés, le cas échéant le nombre d'heures de pompage, les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation.

Ces informations devront être notées chaque mois pendant la période d'irrigation.

#### 7- Droits des tiers, responsabilités

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le pétitionnaire (le demandeur) ne peut se prévaloir de l'autorisation qui lui sera accordée en vertu de l'obtention du récépissé au cas où il produirait un préjudice aux dits tiers.

Le pétitionnaire est civilement responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait ou à l'occasion des travaux, qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou faute.

## Conclusion

Nous émettons un **avis favorable** pour la création des forages réalisés conformément aux prescriptions mentionnées précédemment et dans le respect des éléments du dossier de déclaration (position du projet, profondeur de cimentation, suivis piézométriques, etc.).

L'étude proposée est compatible avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Loire-Bretagne 2022-2027.

Néanmoins, ces ouvrages ne pourront être autorisés que lorsque le rapport de fin de travaux permettra de vérifier l'absence d'incidence sur les ressources superficielles par le suivi des niveaux de nappe des piézomètres « courts » tel que défini plus haut.

Le service police de l'eau aura 2 mois à réception dudit rapport pour autoriser les ouvrages de prélèvement et vous transmettra alors le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

Dès que ces forages seront autorisés vous pourrez déposer un dossier de demande de prélèvement. Ce dossier Loi sur l'eau sera soumis à procédure d'autorisation au titre de la rubrique 1.3.1.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Ce dossier devra également préciser l'abandon de l'actuel prélèvement direct dans le Polier.

Le Service Police de l'Eau reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef du service Police de l'Eau



Francis PRUVOT

COPIE : - SAGE CHER amont

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

